



Déclaration de la FSU au CTA du 5 Novembre

« Cachez ce voile que je ne saurais voir
Par de pareils objets les âmes sont blessées
Et cela fait venir de coupables pensées »

En détournant à peine Molière, voilà les propos que semble nous tenir le ministre de l'éducation nationale

Depuis la rentrée, à coups de petites phrases, le ministre stigmatise les élèves et les parents d'élèves de confession musulmane. A la rentrée, c'est une « fake news » sur les « petites filles » musulmanes qui seraient empêchées d'aller à l'école. Puis ce sont des sorties sur les « petits garçons » qui refuseraient de « tenir la main aux petites filles » et qu'il faudrait signaler « si cela débouche sur un problème plus grave » et sur les mamans d'élèves voilées pour qui il serait préférable de ne pas accompagner leurs enfants en sortie scolaire.

Rappeler le droit, simplement le droit, concernant les sorties scolaires, était-ce si au-dessus des capacités de ce ministre ?

Ce sont de bien curieux relents islamophobes qui émanent de la bouche même de membres du gouvernement Macron, celui-là même qui prétend pourtant faire barrage au Rassemblement national. Barrage au parti peut-être, à ses idées, rien n'est moins sûr.

Mais la FSU n'est pas dupe de la manœuvre outrancière du ministre : agiter le chiffon rouge du voile, technique politique bien rodée à défaut d'être morale, permet de ne pas parler de l'ensemble des difficultés qui touche son ministère, et de tenter de dissimuler son impopularité grandissante, parmi les personnels et la population.

La rentrée est bien moins réussie qu'il le prétend, avec une réforme du lycée difficile pour nos collègues et nos élèves, nouveaux programmes ardues, groupe classe qui explose et qui rend plus difficile le suivi individuel et collectif, bachotage en règle pendant deux ans et dont les élèves voient déjà les premières difficultés, impréparation des épreuves dites des E3C, manuels scolaires absents dans un certain nombre de lycées, intrusion du Conseil Régional dans la pédagogie en imposant le numérique au détriment du papier. Dans les collèges, les difficultés aussi sont bien là, en particulier suite aux augmentations importantes des effectifs.

Le ministre veut aussi masquer la souffrance au travail forte qui existe dans son ministère, marquée de façon dramatique ces dernières semaines par des suicides liés directement aux conditions de travail. Des conditions de travail très dégradées qui épuisent particulièrement les directeurs d'écoles mais n'épargnent personne. Les hommages multiples mais d'une grande dignité rendus à Christine Renon le 3 octobre ont particulièrement tranché avec l'indécence des réactions ministérielles après ce drame. Les rassemblements qui vont se tenir partout demain en France lui demanderont respect, reconnaissance et décisions.

La réalité au quotidien de l'école inclusive se situe aux antipodes des satisfecits que s'autodélivre le

ministre. L'inclusion à tout prix provoque des dégâts considérables amenant, c'est un énorme signe d'alerte, des équipes entières à refuser d'accueillir un élève. Nous parlons ici de jeunes qui pour diverses raisons ne peuvent pas, même très partiellement, devenir des élèves. C'est pur folie qu'envisager de réduire voire de supprimer les établissements spécialisés, pure folie de penser que l'école ordinaire pourra supporter des souffrances qui sont la négation même de l'inclusion.

La FSU dénonce les propos du président Macron, qui a osé déclarer à Rodez, le jour même où Christine Renon était inhumée : « je n'adore pas le mot pénibilité, ça laisse entendre que le travail serait pénible ». Quelle belle concordance des temps !

Nous demandons, Mme la Rectrice, que ce CTA marque une minute de silence pour rendre hommage à ces personnels qui ont payé de leur vie leur attachement au service public.

La FSU dénonce aussi la suppression future des instances de santé et de sécurité au travail en tant que telles. Comment oser prétendre mieux prévenir la souffrance au travail des personnels en supprimant ces instances ?

Le CHSCT justement, qui, au niveau ministériel a confirmé les risques psycho-sociaux induits par la réforme de la voie professionnelle. La FSU en demande toujours le retrait au regard des conséquences lourdes sur la vie professionnelle et personnelle des collègues, tout en réduisant les perspectives des élèves. La colère gronde, le mal-être grandit. Les professeurs de lycée professionnel doivent affronter seuls de nombreuses contraintes, qui accroissent pour beaucoup d'entre eux la perte de sens de leur mission : co-intervention, chef-d'œuvre et nouveaux programmes sur des horaires souvent restreints, autant d'injonctions pédagogiques qui ne font qu'alourdir la charge de travail des personnels alors que la rémunération, elle, n'augmente pas ! Les éléments de langage pour flatter la voie professionnelle ne peuvent cacher la réalité de cette réforme.

Le ministre veut aussi cacher ce qu'il se passe globalement dans la fonction publique. Ce gouvernement n'a de cesse de parler de démocratie et de proximité. C'est certainement pour cela que les droits des personnels sont restreints, et que pour la première fois cette année, avec la suppression des CAP pour les mutations, les organisations syndicales sont écartées de tout ce qui garantissait aux personnels l'assurance d'une équité de traitement. Les collègues ont pourtant démontré par leur vote aux élections professionnelles l'attachement au paritarisme qui est le leur, et c'est une cinglante gifle qui leur est donnée en réponse.

Enfin, et ce n'est pas rien, il s'agit aussi de cacher la catastrophe annoncée pour les personnels de l'éducation nationale de la réforme des retraites proposée, qui entraînera une forte baisse des pensions.

Si le gouvernement et le président semblent conscients des effets délétères d'une telle réforme sur nos professions, et ont lié cela à la réalité de la faiblesse des rémunérations dans la fonction publique, ils écartent toujours l'idée d'augmenter le point d'indice. Pire, les déclarations du président, outre ses approximations sur la réalité des pensions d'aujourd'hui, conditionnent cette augmentation à une augmentation du temps de travail « *Le passage au nouveau système (de retraite) pour le corps enseignant ne peut aller qu'avec la transformation de la carrière... dans toutes ses composantes* ».

Ces propos sont inacceptables pour la FSU.

La politique du président et de son gouvernement est clairement anti-sociale.

Elle appelle les personnels à se mettre massivement en grève le 5/12.